

Relations internationales

MADRID, 25 ET 26 FÉVRIER 2010

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'UNION EUROPÉENNE (COFACC)

M. Geert Versnick, président de la commission des Relations extérieures, a représenté la Chambre à cette Conférence, organisée par la Présidence espagnole de l'Union européenne. Le Sénat était représenté par le vice-président de la Commission des Relations extérieures et de la Défense, M. Benoît Hellings.

Ouverture de la Conférence par le Premier ministre espagnol M. Zapatero

M. José Luis Zapatero a souligné que le grand défi de la présidence espagnole serait de travailler à établir un nouveau modèle de développement, davantage centré sur la durabilité; dans ce contexte, la grande priorité est la mise en place de la stratégie 2020 qui doit devenir un nouveau levier de développement. Cette stratégie a des implications en matière de politique extérieure, car l'Europe, qui doit s'appuyer sur ses valeurs et sur les domaines où elle peut revendiquer son excellence, doit promouvoir les intérêts européens vis-à-vis du reste du monde.

Échange de vues avec M. Moratinos, ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération, sur les priorités de la Présidence espagnole.

M. Miguel Angel Moratinos a énuméré les échéances jalonnant la Présidence espagnole: la possible clôture des négociations d'adhésion avec la Croatie, l'objectif d'ouvrir quatre nouveaux chapitres de négociations avec la Turquie, le Sommet euro-méditerranéen convoqué en juin à Barcelone, la préparation d'un nouvel agenda transatlantique pour le 21ème siècle, des sommets bilatéraux avec la Russie, le Japon, le Canada, le Mexique et le Pakistan (en revanche, rien de spécifique n'est prévu avec la Chine) et l'inscription pour la première fois du dossier des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'agenda du Conseil européen de juin prochain, de manière à préparer le Sommet sur le même thème organisé en septembre à New York par les Nations Unies.

Dans l'échange de vues qui a suivi, M. Moratinos a développé les points suivants :

- La Présidence espagnole soutient la proposition allemande de créer une armée européenne (le ministre espagnol a fait observer que le Traité de Lisbonne avait permis une avancée - peu remarquée - vers une politique *commune* de sécurité et de défense);
- elle a la volonté de passer à la vitesse supérieure en ce qui concerne l'aide au développement (à traiter au Conseil européen et non plus seulement au niveau des ministres de la Coopération);
- il est essentiel de motiver les deux parties au conflit du Moyen-Orient en leur donnant davantage de garanties, de concert avec les États-Unis, car le moment présent est sans doute la dernière possibilité de négocier;

- il faut qu'à l'Assemblée générale de l'ONU, l'Europe arrive enfin à adopter une position commune sur le rapport Goldstone;
- on peut évaluer positivement les nouvelles formations du Conseil (le CAGRE est désormais divisé en un Conseil "Affaires générales" et un Conseil "Relations extérieures");
- il sera essentiel de maintenir le modèle européen de l'État-Providence dans un contexte de nouveaux acteurs émergents concurrentiels.

Échange de vues avec M. Juan Pablo de Laiglesia, secrétaire d'État pour l'Amérique latine, sur les relations entre l'UE et l'Amérique latine.

Le secrétaire d'État a souligné que, selon les estimations, l'Amérique latine sortira plus tôt de la crise économique que d'autres parties du monde – en tout cas, plus tôt que l'Europe - : le FMI y prévoit d'ailleurs une croissance de 3,5 % l'année prochaine. Cette région du monde vient également d'enregistrer des succès incontestables dans la réduction de la pauvreté au cours des dernières années. Elle se caractérise aussi par un nouveau débat politique, qui a permis d'accroître le soutien à la démocratie; en période de crise économique mondiale, une telle évolution peut être qualifiée de remarquable.

L'UE est le plus grand investisseur et le plus grand bailleur de fonds dans cette partie du monde, dont elle est également le premier partenaire commercial (du moins pour ce qui est du Mercosur et du Chili). Le développement des relations entre ces deux parties du monde est toutefois nécessaire, de manière à y inclure d'autres domaines, comme la sécurité ou l'architecture financière. La Présidence espagnole souhaite également conclure les négociations en cours – depuis parfois déjà longtemps – pour aboutir à la conclusion d'accords sous-régionaux.

Un sommet UE-Amérique latine aura lieu en mai prochain. D'ici là, la Présidence espagnole entend multiplier les forums avec la société civile.

En réponse aux questions qui lui ont été posées, le secrétaire d'État a mis en avant la grande diversité et la complexité de cette région du monde, la nécessité de ne pas oublier les Caraïbes, le besoin de construire avec Cuba une nouvelle relation, qui soit plus efficace et qui soit insérée dans un cadre multilatéral, l'introduction de clauses suspensives relatives aux droits de l'homme dans les accords d'association conclus avec les différents pays d'Amérique latine et le souhait de trouver de nouveaux mécanismes de coopération régionale permettant des avancées à géométrie variable.

Échange de vues avec Mme Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères.

La Haute Représentante a énuméré ses trois principales priorités: la mise en place du service européen d'action extérieure (SEAE), les politiques de voisinage et les relations stratégiques (relation transatlantique, relations avec la Russie et avec les nouveaux acteurs économiques majeurs que sont les BRIC – Brésil, Russie, Inde et Chine).

Dans l'échange de vues qui a suivi, Mme Ashton a précisé que, pour créer le SEAE, elle avait demandé aux États membres qu'ils délèguent leurs meilleurs diplomates, principalement parmi ceux qui sont au début ou au milieu de la carrière diplomatique, de manière à ce que le nouveau service ait un potentiel d'évolution; il lui paraît en outre essentiel que le SEAE développe une image de marque bien spécifique.

M. Geert Versnick s'est interrogé sur l'approche régionale qui est prônée pour aborder un certain nombre de pays sensibles, comme l'Iran ou l'Afghanistan. Cette approche régionale ne risque-t-elle pas de fournir aux États membres un prétexte pour diminuer leur contribution en Afghanistan?

La Haute Représentante a estimé que, comme les États-Unis, l'UE devait envisager une approche régionale dans le dossier afghan.

Échange de vues avec M. Angel Lossada, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, sur l'Union pour la Méditerranée.

M. Lossada a souligné combien la zone méditerranéenne était importante pour l'Europe, en raison de sa proximité géographique, de l'interdépendance entre les deux régions (par exemple, dans le domaine de l'énergie) et de l'expérience accumulée dans les relations entre ces deux parties du monde.

Le fait que l'on parle désormais de *l'Union* pour la Méditerranée traduit un changement qualitatif: des sommets sont prévus tous les deux ans; un secrétariat permanent sera institué à Barcelone, une nouvelle méthode de travail permettra de se focaliser sur des projets concrets et flexibles, ne réclamant pas l'implication de tous, mais ouverts au secteur privé.

Les lignes de travail seront le dialogue politique (le sommet prévu à Barcelone devra montrer clairement l'engagement des quarante-trois États participants à veiller à une reprise des négociations israélo-palestiniennes), la dimension institutionnelle (le sommet devra permettre l'adoption d'une feuille de route pour la création d'une nouvelle architecture institutionnelle dans les deux ans), la mise en place d'un secrétariat permanent (à Barcelone, le bâtiment est quasi prêt, tandis qu'il y a accord pour que le secrétaire général soit l'actuel ambassadeur de Jordanie auprès de l'Union), le choix de projets présentant une réelle valeur ajoutée qui soient concrets et avec des effets visibles sur le niveau de vie des populations concernées.

Un certain nombre de projets ont du reste déjà été approuvés: dépollution de la Méditerranée (ce dossier constituait déjà l'une des priorités du Processus de Barcelone), établissement de grandes voies maritimes à travers la Méditerranée de manière à encourager le transport maritime, à garantir une meilleure interconnexion entre les ports méditerranéens et à améliorer les connexions terrestres, mise en place d'un système de protection civile (une grande partie des rivages méditerranéens sont des zones très vulnérables aux catastrophes naturelles), mise en route d'un "plan solaire méditerranéen" centré sur la production d'énergie solaire, le transfert des connaissances et l'interconnexion des réseaux et accent mis sur l'éducation universitaire et la recherche ainsi que sur le développement des entreprises.

Dans l'échange de vues qui a suivi, le secrétaire d'État a tout particulièrement souligné les conséquences que pouvait avoir l'énorme différentiel de revenus entre les deux rives de la Méditerranée. Gérer cet écart constitue un défi majeur.

Rappelant le rôle moteur joué jadis par la CECA dans la construction européenne, M. Benoît Hellings a demandé des précisions sur le développement du plan solaire.

Le secrétaire d'État a reconnu que les retards intervenus avaient eu des conséquences sur le financement des projets, qui manque encore de cohérence. En l'occurrence, un financement spécifique devra être trouvé pour chaque projet. Il faudra le faire dans un esprit de cohérence et en veillant à encourager les grandes institutions financières à s'engager.